

[Text]

are implemented. We are still working on these proposals. We are trying to find solutions. I think we have solutions for almost everything. If you want to know if we could administrate this thing as far as professionals are concerned, yes we will be able to administrate it because we say we can administrate anything at all that the Department of Finance will decide to put in the legislation. Do not ask us if we are in favour of Finance coming up with such and such a legislation. That is not the reason why we are here. I am not going to tell you if I am or am not in favour of the White Paper. That is not why I came here. I came here as the Minister of National Revenue trying to explain how certain proposals in the White Paper are administrable. Mr. Chairman, maybe you can go on.

**Le président:** Un instant, s'il vous plaît. Oui, mais monsieur Cloutier, vous ne pouvez pas changer la question de M. Leblanc; il vous a demandé si, advenant le cas où les travaux en cours sont acceptés par les recommandations, cela vous pose des problèmes. Vous pouvez répondre, vous, si c'est hypothétique, parce que M. Benson a fait de tels commentaires, mais la question est là quand même.

**M. Cloutier:** La réponse que nous tentons de donner, monsieur le président, c'est que nous étudions évidemment le plus possible le Livre blanc. Mais quand le ministre des Finances dit: « Cette proposition-là, nous allons la revoir. » Alors, franchement, nous ne perdons pas notre temps à faire des études là-dessus. Le ministre des Finances a dit, et je me reporte au texte anglais, qui dit que:

The prospective proposal is being reviewed to ensure that no undue burden is placed on professional people.

Alors, quand la nouvelle proposition du ministre des Finances sera connue, nous en étudierons alors les aspects administratifs. Pour répondre à votre question, telle qu'elle est posée, oui, cela pose des problèmes pour le professionnel. Alors, si vous avez des problèmes, nous aussi en aurons. Mais dans quelle mesure? Nous ne le savons pas. C'est une proposition hypothétique qui a été retirée *pro tem*, ni plus ni moins. Nous n'avons tout simplement pas étudié les implications administratives de ce cas en particulier.

**M. Leblanc (Laurier):** Je comprends, monsieur Cloutier, que le ministre Benson fait allusion aux difficultés qui pourraient survenir et qu'il a renvoyé cette proposition pour étude. Mais il faut tout de même penser que

[Interpretation]

gira si les propositions sont mises en vigueur. Nous sommes en train d'étudier les propositions. Nous essayons de trouver des solutions. Je pense que nous avons résolu presque tous les problèmes. Si vous voulez savoir si nous pourrions mettre en vigueur la proposition en ce qui concerne les professionnels je réponds que oui, nous pourrions le faire. Nous disons que nous pouvons mettre en œuvre n'importe quelle loi faite par le ministre des Finances. Mais ne nous demandez pas si nous appuierions telle ou telle loi. Ce n'est pas la raison pour laquelle nous sommes ici. Je ne vais pas vous dire si j'appuie ou non le Livre blanc. Ce n'est pas la raison pour laquelle je suis venu. Je suis venu ici en qualité de ministre du Revenu national, afin d'expliquer la mise en œuvre de certaines propositions du Livre blanc. Monsieur le président, pourriez-vous continuer?

**The Chairman:** One moment, please. Yes, but Mr. Cloutier, you cannot change the question asked by Mr. Leblanc. He asked you if the acceptance of the work in progress in the recommendations would pose problems for the Department of Revenue. You can answer, if it is a hypothetical question, because Mr. Benson has spoken about this. But the question still remains.

**Mr. Cloutier:** Here is the answer we are trying to give, Mr. Chairman. We are now studying as many proposals as possible in the White Paper. But when the Minister of Finance says, "We will review this proposal", frankly we do not waste our time studying it. The Minister of Finance said, and I quote from the English text:

La proposition est en voie de révision pour assurer qu'on n'impose pas un fardeau injuste aux professionnels.

So, when the new proposal of the Minister of Finance is published, then we will study its administrative implications. To answer your question as you asked it: Yes, this entails problems for the professional man. If you have problems, so do we. But to what extent? We don't know. This is a hypothetical question that was withdrawn *pro tem*, no more, no less. We simply have not yet studied the administrative implications of this particular case.

**Mr. Leblanc (Laurier):** I understand, Mr. Cloutier, that Mr. Benson has mentioned the problems that could arise, and that he has sent the proposal to be studied. But you must remember that we on the Committee have a